

Le Grain de sable en Isère



Bulletin d'ATTAC Isère

Bulletin n° 107 mai 2018 - Prix : 0,2 euros

ATTAC : Association pour la taxation des transactions
financières et pour l'action citoyenne
Bulletin édité par ATTAC Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6 rue Berthe de Boissieux - 38000 Grenoble
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de publication : Joelle Prévost
Mise en page : Ariane Salvans
CCAP : en cours d'enregistrement
imprimé par nos soins

« L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire »

Henri Bergson

C'est quoi le problème à la SNCF ?

Sous prétexte de sauver la SNCF, endettée de près de 50 milliards d'euros, le gouvernement Philippe prépare une profonde réforme du secteur ferroviaire, ouvrant la porte à sa privatisation de fait. Présentée comme la conséquence de performances insuffisantes de l'entreprise, cette dette résulte pourtant très largement de choix politiques et organisationnels antérieurs. Loin des fantasmes sur le statut des cheminots, Basta ! retrace l'histoire de cet endettement, qui constitue aussi une rente annuelle de plus d'un milliard d'euros pour les marchés financiers. Pour en venir à bout, d'autres solutions sont possibles.

Lors de l'inauguration de la ligne grande vitesse Paris-Rennes, en juillet dernier, Emmanuel Macron a évoqué une offre : l'État pourrait prendre en charge la dette de la SNCF en échange d'un « nouveau pacte social » au sein de l'entreprise publique, qui verrait le statut des cheminots progressivement supprimé. Emmanuel Macron faisait ainsi implicitement le lien entre l'endettement colossal de la SNCF – 46,6 milliards d'euros – et le « coût du statut » des cheminots, qui leur donne notamment la possibilité de partir en retraite plus tôt. Le rapport Spinetta, remis le 15 février dernier au gouvernement en vue d'une loi réformant la SNCF, reprend cette thèse d'un coût du travail trop élevé qui viendrait gréver les finances du système ferroviaire français.

« C'est une escroquerie intellectuelle de laisser penser cela, s'insurge Jean-René Delépine, représentant du syndicat Sud-rail au conseil d'administration de SNCF réseau, la branche qui gère les voies ferrées. Cette dette, c'est d'abord la contre-valeur d'un bien commun : un réseau de chemin de fer. Elle est visible parce qu'elle se trouve au sein d'une seule société. Si une entreprise avait, à elle seule, la charge de maintenir et de développer le réseau routier, sa dette serait infiniment supérieure ! L'État, qui se présente comme la victime d'un endettement non maîtrisé de la SNCF, est en fait le premier responsable de l'explosion de la dette. »

Lire la suite : <https://www.bastamag.net/Comme>

Nolwenn Weiler, 3 avril 2018

Jugement de Greenpeace

Tribunal de Privas, jeudi 17 mai à 8h.

Parmi d'autres associations réunies autour de Greenpeace (Sortir du nucléaire, Amis de la Terre, Alternatiba, Confédération paysanne..) et encadrés par d'importantes forces de l'ordre, des militants d'Attac (Isère, Savoie, Toulouse..) soutiennent les 23 militants de Greenpeace.

Les faits

Entrés par effraction dans le périmètre de la centrale nucléaire de Cruas en Ardèche afin de démontrer son degré d'exposition à d'éventuelles attaques extérieures, ces lanceurs d'alerte sont restés libres de leurs mouvements pendant 5 minutes avant d'être neutralisés avec l'arrivée du service de sécurité de la centrale. "Excellent exercice de sécurité pour l'équipe", a dit à la barre l'ancien directeur de la centrale.

Les peines requises par le procureur vont jusqu'à 4 mois de prison ferme pour certains militants et 30 000 € pour Greenpeace, en 1ère Instance. Le jugement mis en délibéré sera rendu le 28 juin à 13H30 (!).

Comme le dit Max, d'Attac38, c'est pourtant EDF qui devrait être sanctionnée pour avoir permis l'intrusion d'éléments extérieurs dans cette zone ultrasensible classée partie-prenante de la Défense Nationale.

Liliane Chevrier

Accords de libre-échange mobilisation contre la ratification du CETA

La ratification du CETA instaurerait de fait une sorte de « Commission Transatlantique » où les transnationales relevant des droits nord-américains et européens disposeraient d'un large pouvoir, notamment en matière de normes.

Le combat contre le CETA tire aussi son importance du fait que cet accord inaugure une série d'autres tout aussi dangereux, négociés dans la plus grande opacité et sans consultation, ni des parlement nationaux, ni des citoyens : le traité avec le MERCOSUR avec, notamment, des conséquences très importantes sur l'agriculture et la santé publique, celui avec le Mexique, le JEFTA avec le Japon qui va encore plus loin que le CETA sur l'e-commerce et la propriété intellectuelle, le TiSA qui a pour projet de libéraliser sans retour possible les services, ceux avec l'Australie et la Nouvelle Zélande, etc., le « Global ICS », un projet de traité plurilatéral qui étendrait le règlement des différends « investisseur contre État » type CETA à tous les accords.

Mettre en échec le CETA porterait un coup dur à tous ces projets d'accords de libre-échange, pièces maîtresses de l'architecture du néolibéralisme.

Il sera certes difficile de mettre en échec le gouvernement dans son projet de ratification parlementaire du CETA mais, vu ce double enjeu, tout doit être tenté.

Le collectif national Stop-TAFTA dans lequel Attac a un rôle

moteur a ainsi lancé une campagne d'interpellation des parlementaires en vue de l'obtention d'un référendum. Cette interpellation, qui durera jusqu'à fin mai, a pour double caractéristique d'être différenciée selon les familles politiques et d'être à « double détente » en s'adressant aussi aux organisations de la société civile, des thématiques auxquelles ces familles politiques interpellées (LR, LREM et alliées, PS) sont sensibles.

Cette phase de la campagne contre le CETA sera toujours utile, au cas où elle ne déboucherait pas, pour créer des conditions plus favorables si le débat de ratification CETA était finalement tranché par voie parlementaire et pour construire une opposition aux autres projets d'accords, le JEFTA et celui avec le Mercosur n'étant pas loin de déjà passer devant le Conseil européen.

Cette campagne s'appuie sur un **KIT complet de mobilisation**, comprenant des demandes de rendez-vous et des textes d'interpellation des parlementaires ainsi que des lettres à envoyer aux forces locales (agricoles, de PME, liées à l'environnement, syndicales). Ce kit est accessible à « <https://vie-interne.attac.org/IMG/pdf/kit-global-complet.pdf> » et dans un message d'ATTAC38 du 5 avril 2018.

Attac vous demande de vous inscrire dans cette campagne en écrivant à vos députés.

Extrait de communiqués d'ATTAC France

L'Université en danger : la situation est grave ! Appel de la Coordination nationale des universités (personnels enseignants)

La CNU (Coordination Nationale Universitaire) s'élève solennellement contre l'attitude du gouvernement et de trop nombreux ses président.e.s d'université qui, au bout de plus de trois mois de conflit ouvert, ignorent la résistance légitime et n'ont d'autre réponse que la répression : au moins une trentaine d'interventions de la police, souvent violentes et disproportionnées, sur les campus en quelques semaines et dans toute la France, ce qui ne s'était jamais vu ! On a là le signe à la fois de la surdité, de la précipitation et d'un mépris à l'égard de la jeunesse et de la communauté universitaire.

Cette généralisation des interventions policières sur les campus constitue une grave remise en cause des franchises universitaires qui manifeste la volonté de l'État d'imposer par la force sa politique d'exclusion et de ségrégation sociale à la jeunesse.

Outre l'impossibilité technique et humaine de l'appliquer, la loi « Orientation et Réussite des Étudiants » (loi dite ORE), imposée autoritairement à la communauté universitaire, est la seule réponse du gouvernement face à un déficit structurel d'investissement. En effet, le nombre de postes de titulaires est en baisse, tandis que celui de contractuel.le.s a triple ces dix dernières années. Sur la même période, la dépense moyenne par étudiant.e à l'Université n'a cessé de diminuer et si l'on ne change rien, elle ne cessera de diminuer compte tenu de l'augmentation démographique (100 000 étudiants en plus d'ici 2020).

La loi ORE constitue une nouvelle attaque contre le service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR). Elle a légitimement suscité chez les lycéen.ne.s, les étudiant.e.s et les personnels, un rejet des principes sélectifs qui la guident, des inégalités accrues entre les établissements et les territoires auxquelles elle conduira et des modalités de sa mise en œuvre.

Nous ne protestons pas simplement contre un dispositif de candidatures à l'inscription à l'Université, mais contre une série de réformes qui font système et vont transformer profondément l'Université comme service public et bien commun : réformes du lycée, du baccalauréat et de la licence, remise en cause des statuts des personnels, privatisation de la formation professionnelle et de l'orientation, menaces sur le cadrage national des diplômes et sur le montant des frais d'inscription à l'Université.

Extrait de la déclaration de la CNU datée du 5 mai 2018

Le 6 mai, la Coordination Nationale Étudiante déclarait : « Nous, étudiant.e.s mobilisé.e.s de 20 universités, réuni.e.s le 5 et 6 mai à la fac en grève de Nanterre, réitérons notre détermination pour obtenir le retrait de la loi ORE, l'abandon du plan Étudiant et pour faire reculer le gouvernement sur l'ensemble de sa politique antisociale. De la réforme du rail à la loi Asile-Immigration, en passant par la hausse de la CSG et la réforme du Bac, Macron, fier représentant des intérêts du patronat, nous attaque sur tous les fronts. »

Université d'été « solidaire et rebelle » des mouvements sociaux et citoyens

Grenoble, mercredi 22 / dimanche 26 août 2018

Ouverture des inscriptions (et prochainement le programme détaillé) sur <http://ue2018.org>

L'Université d'été 2018, à l'initiative d'Attac et du Crid, aura un format original qui peut la rapprocher des Forums sociaux, et qui prend ici ses racines dans une double dynamique :

i) la tradition des rencontres estivales, annuelles pour Attac, bisannuelles pour le Crid (Centre de recherche et d'information pour le développement -- <https://www.crid.asso.fr/>), et qui servent à échanger et se former sur les thématiques qui sont les leurs. L'Université de 2016 à Besançon a constitué la première fusion des Universités d'été de ces deux collectifs d'organisations ;

ii) la dynamique de l'ouverture à l'auto-organisation des activités du programme ; le modèle est ici celui des Universités d'été européennes des mouvements sociaux de 2014 à Paris et 2017 à Toulouse, qui étaient sous la conduite générale des Attac d'Europe, et dont les ateliers étaient déposés et gérés par d'autres organisations (en l'occurrence, les dits « mouvements sociaux »).

Pour cet été, nous avons donc une formule hybride. On retrouve le partenariat Attac / Crid pour ce qui est de l'impulsion de cette Université d'été, et qui en assurent une partie de la conduite générale. Les ateliers, eux, sont déposés par d'autres organisations, invitées à rejoindre le comité de pilotage national aux côtés d'Attac et du Crid.

racisme, féminismes, démocratie, stratégies des mouvements sociaux, droit des peuples...

Si, localement, Attac Isère est quelque peu moteur de l'organisation de cet événement estival, une vingtaine d'autres organisations (syndicales et associatives) ont rejoint le processus de sa construction (liste au 18 mai) :

Association France Palestine solidarité (AFPS) Isère
Alliance citoyenne
Alliance PEC (paysans - écologistes - consommateurs) Isère
Alternatiba Grenoble
Amis d'Accueil paysan Isère
Antigone
Artisans du monde Crolles/Grésivaudan
Attac Isère
Attac Savoie
BatucaVI
BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) Grenoble
CADTM/G
Centre d'information inter-peuples (CIIP)
CGT Isère
Collectif pour la gratuité des transports publics dans l'agglomération grenobloise
Collectif SSI Grenoble
Collectif SSI Grésivaudan
DAL38
France Amérique latine 38

	Mercredi 22 août	Jeudi 23 août	Vendredi 24 août	Samedi 25 août	Dimanche 26 août
9h30 / 16h30		Séminaires et modules de formation	Séminaires et modules de formation	Séminaires et modules de formation	
10h / 12h15	10h / 17h Réunions internes des réseaux	Ateliers autogérés	Ateliers autogérés	Ateliers autogérés	Ateliers autogérés
12h15 / 14h15		Repas	Repas	Repas	Repas
14h15 / 16h30		Ateliers autogérés	Ateliers autogérés	Ateliers autogérés	Plénière de clôture
17h / 19h	Plénière d'ouverture	4 forums en parallèle	3 forums en parallèle	3 forums en parallèle	
à partir de 20h	Soirées festives	Soirées festives	Soirée Alternatiba au parc Paul Mistral	Soirée de clôture au Jardin de ville	

Frapna Isère
FSU38
Greenpeace Grenoble
Ingénieurs sans frontière Grenoble / Ingénieurs citoyens
Les Francas de l'Isère
Les Habiles (Habitats isérois légers et solidaires)
Mouvement de la paix Isère
Nuestra America

On peut distinguer dans cette Université d'été trois grands types d'activités selon les organisations qui en assument politiquement la responsabilité :

- les plénières d'ouverture (amphi Weil, le mercredi 22, de 17 h à 19 h) et de clôture (amphi 1 hall Nord de Stendhal, le dimanche 26, de 14 h à 16 h) et les forums (les jeudi 23, vendredi 24 et samedi 25, de 17 h à 19 h dans les amphis du hall Nord de Stendhal) sont de la responsabilité exclusive du comité de pilotage national ;

- les ateliers (en journée, une dizaine en parallèle dans les amphis et salles de cours des bâtiments A, B, C & D de Stendhal), ainsi que les séminaires et modules (une dizaine en parallèle, du matin jusqu'au milieu de l'après-midi), une fois validés par le comité de pilotage national, sont de la responsabilité des organisations qui les proposent ;

- les activités dites « hors-les-murs » sont les activités qui ne peuvent se tenir dans une salle de cours (visites de lieux emblématiques d'une lutte, spectacles en soirée, arts vivants en journée, projections de film...). Ces activités sont de la responsabilité exclusive du collectif local de mobilisation.

Les dix grands forums de fin de journée seront l'occasion de clarifier les différences d'approche sur les grandes thématiques couvertes par l'altermondialisme : finance, travail, écologie, relocalisation, multinationales, libre-échange, migrations, anti-

Osez le féminisme 38
Paysages de France
Planning familial 38
Radio Grésivaudan
ReAct Grenoble
Réseau jeunesse et solidarité internationale (RJSI) Isère
Solidaires38
Survie Isère
Union juive française pour la paix (UJFP)

Il reste encore beaucoup à faire et il n'est pas trop tard pour rejoindre, à la mesure de vos envies, le comité local de mobilisation !

Vous pouvez par exemple 1/ proposer un hébergement solidaire, 2/ vous inscrire comme bénévole le temps de l'Université d'été, ou 3/ rejoindre l'un des six groupes de préparation de cette Université d'été : i) Restauration/buvette ; ii) Hébergement ; iii) Bénévoles ; iv) Programmation « Hors-les-murs » ; v) Village associatif ; vi) Mobilisation.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur le site Internet de cette Université d'été : <https://ue2018.org/> puis cliquez sur l'onglet « Participer » dans le bloc sur la gauche de la page d'entrée du site.

Nikolaz Berthomeau

ATTAC Isère soutient les grévistes de la SNCF

ATTAC Isère a décidé d'alimenter les caisses de soutien des syndicats en lutte pour le maintien du statut de la SNCF.

ATTAC Isère juge que leur combat contre le projet du gouvernement doit être gagné car c'est le dernier rempart contre la destruction des services publics en France. Si ce projet est réalisé, bientôt ce sera le tour de l'éducation nationale, des hôpitaux publics, peu à peu remplacés par des organismes de formation privée et la généralisation d'une médecine privée également conçues pour les riches.

Cette analyse est confortée par le mensonge du président de la République qui affirme haut et fort que la SNCF ne sera pas privatisée, alors que ces derniers jours, nous apprenions que des fuites dévoilaient des documents permettant la privatisation de ses filiales.

ATTAC Isère invite chacun à soutenir financièrement les grévistes de la SNCF à la mesure de ses possibilités grâce à l'une de ces possibilités :

- http://cgt.fr/Soutenez-les-cheminots-en-greve.html?var_mode=calcul

- <https://www.lepotcommun.fr/pot/yj07i0p3>

- <https://www.leetchi.com/fr/Cagnotte/31978353/a8a95db7>

GRENOBLE 22-26 AOÛT 2018

**UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
SOLIDAIRE ET REBELLE
DES MOUVEMENTS SOCIAUX
ET CITOYENS WWW.UE2018.ORG**

Agenda

CA (ouvert à tous) :

12 juin. 19h30 à la MDA.

Conférence débat :

26 mai. "Système dette". avec Eric Toussaint. 14h30 à la MDA.

Promotion de l'ouvrage d'ATTAC :

22 mai. "Toujours plus pour les riches" . 19h à la MDA.

Nouveau procès de Nicole Briend à Carpentras :

7 juin. RDV de 12h à 17h à Carpentras.

Infos pratiques

réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous, sur le site web.

site web

www.local.attac.org/attac38

adresse électronique

attac38@attac.org

adresse postale

Attac Isère

Maison des associations

6 rue Berthe de Boissieux

38000 Grenoble

contact

Grenoble

attac38@attac.org

Grésivaudan

info.gresivaudan@attac.org

Saint-Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org

<https://attac-ni.bourbre.org/>

Voiron

voironnais.attac38@list.attac.org